



Conseil économique et social

Distr.: Générale
23 octobre 2012

Français
Original: Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité des technologies de l'information et de la communication

Troisième session

Bangkok, 20-22 novembre 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire *

Renforcement de la connectivité régionale au profit du développement durable: création d'un espace régional de l'information homogène

Note verbale en date du 10 octobre 2012 émanant du Cabinet du Président de Sri Lanka et adressée au secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Le Gouvernement de Sri Lanka présente ses compliments au secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et a l'honneur de lui transmettre le texte du document final de la Consultation régionale d'experts sur l'établissement de la connectivité au sein d'une société numérique en Asie et dans le Pacifique pour développer la résilience (Colombo, 5 et 6 septembre 2012); le Gouvernement de Sri Lanka demande en outre que le document final soit porté à l'attention du Comité des technologies de l'information et de la communication à sa troisième session pour l'examen du point 4 de l'ordre du jour provisoire.

* E/ESCAP/CICT(3)/L.1.

Annexe à la note verbale en date du 10 octobre 2012 émanant du Cabinet du Président de Sri Lanka et adressée au secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Éléments essentiels et recommandations de la Consultation régionale d'experts sur l'établissement de la connectivité au sein d'une société numérique en Asie et dans le Pacifique pour développer la résilience

Déclaration du Président, M. Lalith Weeratunga, Secrétaire du Président de Sri Lanka

Les experts estiment que le haut débit à large bande constitue un élément clef pour l'édification de sociétés du savoir en réseaux capable d'apporter des transformations majeures dans les domaines socioéconomique et environnemental. L'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le haut débit, en particulier, en viennent très vite à constituer une méta-infrastructure qui transforme les services fournis par les autres infrastructures tout en renforçant l'efficacité. Le téléenseignement et la cybersanté sont des exemples de services qui bénéficient de cette évolution.

En Asie-Pacifique, la fracture numérique régionale est devenue une fracture croissante du savoir. Pour y remédier, il faut s'attaquer à la tâche difficile que représente la mise en place d'un système de haut débit accessible, abordable et fiable afin de créer un réseau de connectivité homogène dans la région.

Les experts estiment que la difficulté à cet égard provient pour une part importante de ce que les connexions régionales et internationales sont presque exclusivement tributaires d'un petit nombre de câbles sous-marins. En conséquence, les coûts de la connectivité de gros sont en moyenne cinq fois plus élevés en Asie-Pacifique qu'en Europe ou aux États-Unis d'Amérique, et les connexions sont moins fiables car les câbles sous-marins à fibre optique sont de plus en plus exposés à divers risques. Des réseaux transnationaux de câbles terrestres peuvent constituer un utile complément des réseaux de câbles sous-marins pour accroître la fiabilité et l'accès et, moyennant les conditions réglementaires adéquates, stimuler la concurrence sur leurs itinéraires et donc réduire le prix de la bande passante, tout en offrant une meilleure redondance et une moindre latence.

Les experts ont recommandé que l'on poursuive diverses initiatives bilatérales, régionales et transcontinentales tout en veillant à réduire les coûts grâce à la synchronisation de l'installation de câbles terrestres à fibre optique avec d'autres projets d'infrastructure tels que la construction routière. À cet égard, on pourrait notamment exploiter la connectivité régionale qu'offre l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie. La constitution de centres régionaux de données pour promouvoir l'accès local et réduire la dépendance de la région à l'égard de systèmes de câbles sous-marins pourrait également être envisagée. Les experts notent aussi que les principes de l'accès ouvert sont une nécessité pour réduire le coût de l'accès universel à la connectivité à haut débit, ainsi qu'il est proposé dans le projet LION (Longest International Open Network) du groupe LIRNEasia.

Les experts estiment que les innovations présentes, futures et prochaines en matière de TIC, auront pour effet, moyennant l'environnement facilitateur

nécessaire, de promouvoir le progrès social et le développement économique et de renforcer la résilience sociale. Ils ont cité pour exemple l'utilisation des innovations mises au point pour les jeux informatiques qui sont axées sur l'interactivité et la visualisation, pour la formation en matière de préparation aux catastrophes et de réduction des risques de catastrophe. Les experts ont aussi insisté sur la nécessité d'un système de haut débit universel, fiable et abordable et ont noté que l'utilisation du Fonds d'accès universel pour le lancement de plans subventionnés d'installation du haut débit peut aider à atteindre l'objectif désiré. À cet égard, les bonnes pratiques telles que l'utilisation de fonds universels au Pakistan, pourraient être envisagées. Les experts ont pris note de l'introduction quasi universelle de la connectivité à ultra-haut débit en République de Corée et des plans de ce pays pour la création d'une société intelligente. Cette campagne offre des options qui pourraient aider à faire face à l'avenir à certaines méga-tendances en rapport avec le vieillissement, l'accroissement des risques et les incertitudes par une approche humaniste faisant intervenir le «pouvoir du peuple».

Les experts reconnaissent que la téléphonie mobile demeure l'instrument de choix pour atteindre les pauvres. Avec la diminution du coût du matériel et des tarifs d'utilisation, le téléphone mobile est de plus en plus accessible aux pauvres. Les experts notent aussi que les préjugés sexistes persistent dans l'utilisation du téléphone mobile et que, chez les pauvres, l'utilisation de l'Internet et de l'ordinateur est très faible, le message court est légèrement plus utilisé et la connectivité vocale est presque universelle tandis que la pénétration reste faible pour les services offrant «plus que la voix» que fournissent les téléphones mobiles, par exemple en matière de banque, d'administration publique et de santé.

Il sera nécessaire de développer des services offrant «plus que la voix», dont le contenu soit axé sur les personnes, qui offrent un intérêt réel et qui soient utilisables par les pauvres pour que les applications liées à des activités telles que les transactions monétaires et financières mobiles et la fourniture en ligne de services publics et d'informations fiables et actuelles en matière agricole, continuent à enrichir les flux d'informations et à donner aux pauvres des choix et ressources accrus leur permettant de prendre des décisions. Pour progresser sur cette voie, une approche consisterait à organiser un forum régional mettant l'accent sur le développement d'applications et de services utilisant le mobile, qui seraient utilisés comme instruments pour l'édification de la société numérique. Le forum pourrait réunir des concepteurs, des sociétés de logiciels, des opérateurs de téléphonies mobile et les gouvernements.

Les experts estiment que la politique officielle joue un rôle important pour créer un environnement facilitateur par la place qu'elle fait à des normes de communications harmonisées, à des logiciels analytiques, à la bonne utilisation des médias sociaux et à l'externalisation ouverte («crowdsourcing»). L'externalisation ouverte est considérée comme particulièrement utile pour traiter les problèmes de caractère communautaire grâce à la participation du public. On en a eu récemment l'exemple au Népal, où elle a été utilisée pour obtenir des informations plus précises au sujet des incendies de forêt et des zones affectées.

Certains des progrès les plus récents du monde numérique utilisés pour la présentation de données publiques, tels que l'Internet des choses, les ensembles de données massives, la disponibilité accrue de données publiques, également connue sous le nom de «Données en libre accès» et l'infonuagique, y compris l'informatique dématérialisée publique peuvent encourager le développement d'applications transformatives. Les experts estiment néanmoins que pour l'exploitation efficace de ces procédés, les décideurs doivent

envisager les problèmes de sécurité, de confiance et de protection de la vie privée et de la propriété intellectuelle. Ces procédés offrent d'intéressantes possibilités pour démarginaliser les citoyens, renforcer la compétitivité et stimuler les partenariats public-privé faisant intervenir de nouveaux modèles d'entreprises, de nouvelles chaînes de valeur et une nouvelle forme de collaboration entre les milieux universitaires et l'industrie.

Les experts ont pris note des rôles importants que peuvent jouer les gouvernements dans les domaines précités ainsi que des possibilités et difficultés qui y sont associées, comme l'indique un document établi à la demande de la CESAP.¹ Parmi les rôles cités figurent notamment les suivants: créer des conditions pour promouvoir le transfert de technologies et les innovations technologiques, mettre au point de nouveaux modèles pour l'éducation et l'acquisition de compétences pour la valorisation du capital humain, instituer des mécanismes appropriés de gouvernance et partager les bonnes pratiques en tant que moyen d'en encourager l'adoption et de faire en sorte que ces technologies s'inscrivent dans le contexte de l'évolution de la société numérique dans la région Asie-Pacifique.

Les experts ont réaffirmé que les responsables des TIC devaient se montrer proactifs. Étant donné les différences considérables qui existent entre les pays, les politiques des TIC devraient tenir compte de l'écart existant entre conception et réalité, de l'engagement des dirigeants et de la gestion du changement, de l'insuffisance de la participation des milieux universitaires, des déficits de financement et des problèmes liés à l'infrastructure. Bien souvent, le manque de financement empêche d'apporter des solutions durables. À cet égard, il a été suggéré qu'une solution à explorer serait la création d'un fonds régional d'innovation pour les TIC conçu pour aider les entrepreneurs des pays les moins avancés à lancer des innovations de démarrage. Les experts ont aussi souligné la nécessité pour les gouvernements de travailler énergiquement à la formation de spécialistes de l'innovation informatique.

Les experts ont pris note de l'existence d'un centre d'appel, dit «Centre d'information gouvernemental 1919», qui a été créé à l'initiative du Gouvernement de Sri Lanka. Outre qu'il fournit des informations sur les services officiels aux personnes qui n'ont pas accès à l'Internet, ce Centre offre au public un moyen supplémentaire d'information rapide et commode. Les experts ont pris note également d'autres initiatives tels que l'initiative du secteur privé dite «e-channelling», qui facilite aux utilisateurs l'obtention de rendez-vous médicaux et le règlement des factures correspondantes par l'utilisation du téléphone mobile.

Les experts ont pris note du modèle du «haut débit généralisé» (meaningful broadband) dans lequel le mot «généralisé» recouvre trois termes clefs: utilisable, abordable et habilitant. Cette initiative, qui a été mise au point par le Digital Divide Institute, repose sur l'évaluation continue de cinq «domaines d'innovation»: a) politique officielle et réglementaire; b) conception technologique; c) financement; d) gestion; et e) éthique. L'Indonésie a officiellement adopté ce modèle et le Bangladesh, le Cambodge, le Népal, le Pakistan et la Thaïlande envisagent de faire de même. Dans ce modèle, c'est l'éthique qui établit le lien avec tous les autres domaines. Les domaines d'innovation précités, facilitent, lorsqu'ils sont combinés, «l'émergence d'un

¹ Mervyn Levin, "ICT innovations: their contribution to knowledge-networked societies and resilience in Asia-Pacific" (projet), Septembre 2012. Voir: www.unescap.org/idd/events/2012-Colombo-meeting/Papers/Session2/Paper-2-ICT-innovation.pdf.

«écosystème national de haut débit généralisé» qui, adapte constamment les technologies de la prochaine génération aux besoins du marché de masse. Ce modèle n'entraîne pas la modification progressive de l'ancien système mais il suscite au sein de la société des transformations qui vont dans le sens de l'inclusivité et de la durabilité. On a recommandé que la CESAP collabore avec la Coalition du haut débit généralisé de l'Institut (Meaningful Broadband Coalition) en vue de partager des meilleures pratiques et de définir les aspects sous-régionaux et régionaux de ce modèle.

La Réunion a permis de passer en revue divers aspects de la Convention sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux, 2005, (Convention sur les communications électroniques)² y compris l'historique et la portée de la Convention, ses objectifs directifs et les interactions avec d'autres textes fondamentaux du droit commercial international tels que la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, 1958 (Convention de New York)³ et la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, 1980⁴; la Réunion a donné lieu également à une description des mesures en cours en Thaïlande vue de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux. Une attention particulière a été portée aux avantages découlant de l'adoption de la Convention tant dans les États qui possèdent déjà une législation fondée sur des textes uniformes de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) (comme par exemple la République de Corée, Singapour, Sri Lanka et la Thaïlande) que dans des États qui n'ont pas encore adopté de législation dans ce domaine ou qui n'ont encore que des dispositions partielles et insuffisantes.

La Réunion a également procédé à l'examen de plusieurs initiatives fondées sur les concepts du B2B (opérations interentreprises) et du B2G (opérations entreprises-gouvernement) qui sont en cours d'application ou sur le point être appliquées à Sri Lanka. Ont été mentionnés notamment le guichet électronique national unique, un système de paiements électroniques et plusieurs applications interentreprises, par exemple en matière de réglementation de la circulation routière. On a souligné que la loi sur les opérations électroniques de 2006, qui est fondée sur la loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique de 1996,⁵ a créé un environnement juridique favorable à l'application de ces initiatives. On a en outre indiqué comment un tel environnement favoriserait plus encore l'entreprise privée une fois son contenu mis à jour et finalisé avec l'adoption officielle de la Convention sur les communications électroniques. À cet égard, Sri Lanka a annoncé son intention d'aller de l'avant avec la ratification de la Convention sur les communications électroniques dont elle était l'un des premiers signataires. On a indiqué également que la Thaïlande préparait son accession à la Convention sur les communications électroniques dans le cadre de la révision de sa loi sur les transactions électroniques.

Les experts notent, que comme le commerce demeure le principal moteur de la croissance pour le développement dans la région Asie-Pacifique, les pays utilisent de plus en plus les TIC pour réduire les coûts des transactions commerciales et maintenir ou accroître leur compétitivité, ainsi que pour faciliter l'accès d'un plus grand nombre d'entreprises aux circuits

² Assemblée générale, résolution 60/21, annexe.

³ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1068, n° 4739.

⁴ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1489, n° 25567.

⁵ Assemblée générale, résolution 51/162, annexe.

commerciaux. De nombreux gouvernements s'emploient à mettre au point un système de guichet électronique unique et d'autres plateformes fondées sur les TIC pour remplacer la volumineuse documentation sur papier par des documents électroniques. Les experts ont souligné l'importance d'une remise à plat des processus avant adaptation des applications électroniques.

Les experts ont examiné divers aspects juridiques et opérationnels de l'établissement d'un environnement juridique favorable pour le guichet électronique unique aux niveaux tant national qu'international. On a apporté des précisions sur certains cadres juridiques mis en place avec succès à l'appui de guichets électroniques uniques, par exemple en République de Corée et à Singapour. On a souligné l'importance d'une vision précise et d'un engagement politique déterminé pour la conception et la mise en œuvre du guichet électronique unique. On a aussi fait valoir que des interactions suivies entre les secteurs privé et public étaient d'importance clef pour la création d'un cadre juridique favorable, ainsi que l'ont montré les bons résultats obtenus avec l'adoption de principes juridiques communs pour les deux secteurs à partir de lois types uniformes, en l'occurrence les textes élaborés par la CNUDCI. On a conclu que de nouveaux travaux seraient nécessaires dans l'élaboration de tels cadres juridiques pour faciliter les échanges et la reconnaissance transfrontière des documents commerciaux, aux niveaux tant national que régional, ainsi qu'il est indiqué dans la résolution 68/3 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en date du 23 mai 2012, «Instaurer le commerce sans papier et la reconnaissance transfrontière des données et documents électroniques». À cet égard, on a estimé que l'adoption par les États membres de la Convention de la CNUDCI sur les communications électroniques constitue un important pas en avant pour faciliter le commerce transfrontière sans papier.
